

Bonjour,

Le **revenu de base** est intensément plus pernicieux que le « simple » détricotage d'un modèle social et de la législation associée.

Sa mise en place constituerait l'aboutissement ultime de l'**idéologie capitaliste**.

Tout ceci sans compter que l'étape suivante, déjà prévue par les lobbies bancaires, serait le remplacement de la monnaie papier par la monnaie numérique (traçant alors toute activité humaine), piège cybernétique déjà en marche qui offrirait un pouvoir de type **totalitaire** aux lobbies **bancaires** et ouvrirait la porte aux pires scénarii orwelliens.

Le totalitarisme orwellien en deux phases mêlées : 1. **monétarisation** de tout, 2. **numérisation** de la monnaie.

Voici le cadre stratégique global où s'inscrit le RdB.

Il est urgent de réagir !

La théorie du complot rejoint ici les coulisses de la politique : le **MFRB** (Daniel Cohen de la banque Lazard) est notoirement un instrument de propagande idéologique et non un champ de réflexion citoyenne sur le revenu de base (la modération partisane et anti-citoyenne des commentaires du site avant sa récente refonte en témoignait manifestement) ; ce MFRB constitue un pion des **lobbies bancaires** (français et US) et l'agenda caché des marionnettistes derrière ce faux mouvement citoyen français (d'origine canadienne, comme le CETA), qui berne ses propres adhérents naïfs, est d'établir à terme une domination strictement capitaliste mondiale (ou au moins atlantique).

Le blog de Guy Valette (Alternative21), autre gourou du MFRB, pratique la même censure idéologique des commentaires. Vous n'y trouverez, pas plus que sur le site du MFRB, le large éventail des opinions contraires de la presse et autres objections argumentées à leur dogme réducteur. Cette façade citoyenne du MFRB est un leurre grossier.

Daniel Cohen, lobbyiste libéral infiltré dans tous les rouages de la gauche, est manifestement un « agent double », dans ce vaste phénomène non anodin qui participe non seulement des intrigues de l'économie mais d'une réelle guerre impérialiste idéologique et financière, où les banques (surtout US) mènent la danse selon des stratégies militaires.

Le lobbying libéral et faussement de gauche de Daniel Cohen (déjà dénoncé depuis des années par le controversé journaliste d'investigation Michel Collon) n'a rien de citoyen.

Voici la copie d'un (long) commentaire en réponse, sur son blog, à un billet de Jean Gadrey présentant un travail étudiant sur le revenu de base, dans le cadre de la volonté de certains sénateurs de passer au stade d'une expérimentation locale (de « quelque chose » présenté abusivement comme le revenu de base).

Texte en trois parties

Partie 1

Bonjour,

Toute expérimentation inédite (est-ce vraiment ici le cas ?) élargit bien le bagage de la connaissance. Encore faut-il savoir ce que l'on expérimente et le présenter comme tel.

Au cas contraire, cela ne peut que semer la confusion et multiplier les malentendus, surtout lorsqu'une telle démarche, qui devrait prioritairement concerner les scientifiques, est pitoyablement jetée d'abord en pâture aux médias avant même sa mise œuvre (battage médiatique faussant d'autant plus le comportement des éventuels allocataires).

Enrichissant sommairement la connaissance, une démarche peu réfléchie enfonce alors plutôt le clou des superstitions populaires.

On est dès lors en droit de se poser ici quelques premières questions dont les réponses semblent évidentes.

1. Est-ce bien le « revenu universel » que l'on expérimenterait ainsi ? Non, une autre allocation qui devrait être définie plus précisément et surtout présentée comme telle (le RdB n'étant déjà pas quant à lui défini unanimement !).
2. Est-ce déontologiquement correct d'agiter la presse avant l'expérience ? Non.
3. Est-ce scientifiquement pertinent ? Non, cela fausse manifestement les comportements étudiés.
4. Les instigateurs de ce genre d'expérience sont-ils scientifiquement et philosophiquement formés pour se comporter en vrais scientifiques dans cette démarche ? Non ou alors ils gardent leur formation en poche pour des raisons non avouées. Ils servent surtout une idéologie.
5. L'agenda de tout ceci est-il fondamentalement scientifique ? Non.
6. Etc. Etc.

Il s'agit bien de prosélytisme religieux. La messe est dite. :-)

Il est d'autant moins scientifiquement pertinent de « tester le revenu universel » que la seule expérimentation réellement parlante serait son application elle-même, généralisée et à terme juridiquement prévu comme illimité, selon la théorie.

On sait d'avance que son application ponctuelle engendrera certains aspects positifs relevant de l'approche microéconomique. Pourquoi dépenser alors un tel budget pour le confirmer sinon pour « faire acte de présence politique » à défaut de pouvoir présenter le moindre projet sociétal consistant ?

On sait aussi, avant et hors toute expérimentation, que les principaux dangers du RdB ne se situent pas à ce niveau individuel mais sont d'ordre systémique, ordre inaccessible à l'expérimentation. Multiplier les expérimentations ponctuelles aura alors comme résultat principal de promouvoir abusivement dans la culture populaire le seul constat de ses effets positifs (par ailleurs assez anecdotiques à en croire les expérimentations passées) alors que les dangers systémiques (impossibles à mettre en évidence par de telles gesticulations de pseudoscience) restent quant à eux loin d'être anodins (effondrement partiel des instances étatiques, délitement de la législation sociale, destruction de la classe moyenne « dans la joie » et sous injection globale de cet anxiolytique RdB sapant gravement toute résistance syndicale, engouffrement de l'économie nationale dans une crise irréversible suite à un endettement national généralisé par les bulles de crédit, grave recul par

rapport à la concurrence internationale laquelle s'abstient de telles fumisteries, dégradation idéologique à terme de la culture nationale vers le libéralisme radical, stimulation d'un consumérisme dé-corrélé de la nécessité de production de valeur économique compensatoire entraînant un déséquilibre national, ...).

En plaçant dans la balance, d'une part, les minimes avantages microéconomiques déjà mis en évidence par les expériences passées (lesquelles sont de manière compréhensible restées globalement sans suite, sinon le déclassement du projet) et d'autre part, les monstrueux dangers systémiques nationaux, inévitablement mais indubitablement masqués par ce genre d'expérimentation (volontairement ?) naïve, toute volonté scientifique et tout politique responsable devraient raisonnablement se dispenser des frais inutiles de telles chimères.

Quels que soient les effets positifs ponctuels observés, ils ne feront jamais le poids face aux graves dangers systémiques non évaluables par expérience mais pourtant assez prévisibles. Quel intérêt ?

Le problème de toute démarche prioritairement quantitative réside dans sa récurrente dérive tautologique.

Une telle démarche joue sur des leviers quantifiables (injection de monnaie) mais conjointement concentre aussi son étude des effets sur des évaluations de variables elles aussi strictement quantifiables (la comptabilité de ménagère, etc.).

C'est la « bulle paradigmatique quantique » (fort à la mode dans la classe bobo et dans le foisonnement actuel des pseudosciences).

A ce propos, la physique « quantique » est actuellement monstrueusement détournée et mise à toutes les sauces, suite surtout à l'absence radicale de discours pertinent de la philosophie des sciences à son propos. Un bluff sidérant dont profitent les gourous de tout poil, surtout en paramédecine et en psychologie. Ceci est une autre histoire ...

Le principe d'incertitude d'Heisenberg, par exemple, n'apporte rien de neuf (sauf dans ses fausses interprétations, dont la mode enfle depuis un siècle) dans la problématique philosophique du libre-arbitre et du déterminisme (une explication suivra) mais cela alimente tout un business multiforme assez juteux, fondé sur le fait qu'aucun auteur (et encore moins le public) ne dispose conjointement d'une formation adéquate en physique et en philo. Porte ouverte à la pseudoscience.

Hors ces dérives lucratives, la démarche quantitative commune s'auto-justifie abusivement du simple fait que les effets « négatifs » (cette notion constituant déjà un « réductionnisme quantique ») non quantifiables restent invisibles à l'étude. Ceci entretient alors cette bulle du tout quantitatif associée à une spirale de dégradation incontrôlée du qualitatif.

Le désastre écologique notamment (mais pas seulement, la culture humaine dans son ensemble vit cette dévalorisation qualitative) suit cette dérive paradigmatique assez bornée.

Certains ésotéristes, selon des approches certes discutables, avaient déjà pressenti voici plus d'un siècle cet avènement humainement réducteur de « l'ère de la quantité » (Guéron, etc.).

Chercher à transformer artificiellement le qualitatif en quantitatif (marchandisation du vivant, de la solidarité, de la justice, du droit à la vie, etc.), par un quelconque bricolage analogique bancal et réducteur comme la monnaie, ne résoudra en rien le problème de dégradation du qualitatif mais ne fera que l'aggraver. Voici dans quelle dérive antiphilosophique globale s'inscrit le dogme quantitatif réducteur du RdB.

Ces expériences pseudoscientifiques (surtout leur promotion médiatique compulsive) ne sont rien d'autre que des outils de marketing et de propagation de l'idéologie du RdB dans la culture populaire, à finalité de fausser à terme les résultats d'un éventuel référendum (pourtant suffisamment explicite en Suisse par exemple), laissant deviner que des lobbyistes comme les adeptes dogmatiques du MFRB vont à l'avenir profiter de tous les tremplins médiatiques (élections, etc.) associés à l'incertitude citoyenne (la peur, instrument des gourous, restant mauvaise conseillère et jouant traditionnellement en la faveur des utopies religieuses et/ou sectaires) pour enfoncer le clou.

Leur propagande est d'ailleurs très explicite à ce propos sur leur site. Leur objectif est notoirement d'enfoncer le clou de ces superstitions populaires de pseudoscience jusqu'à ce que les citoyens aient été suffisamment formatés sur le long terme par cette propagande pour le grand soir du référendum. Tout échec de celui-ci ne servant qu'à nourrir l'espoir d'un succès futur dans une version ultérieure jusqu'au référendum ultime. L'utopie eschatologique religieuse dans sa énième version. Même une dégelée magistrale comme le résultat de la votation suisse ne fait que stimuler ce lobbying religieux et manifestement antidémocratique (le « non » populaire renforce au contraire leurs actions et leurs croyances plutôt que leur retrait du champ démocratique).

Ce type de prosélytisme aveugle diverge non seulement de la démarche scientifique mais conjointement du respect des fondements mêmes de la démocratie et du respect de la liberté citoyenne de choisir, selon des données objectives et non manipulées idéologiquement, les diverses options sociétales à venir.

Pourquoi persister à faire écho à ce lobbying dans la presse économique ou générale alors qu'il s'agit manifestement d'une dérive idéologique parareligieuse et anti-citoyenne ? Mystère.

Il est grand temps que l'économie se dote de réels outils scientifiques si les économistes veulent encore conserver le moindre espoir de rester crédibles d'abord (cette crédibilité étant attaquée de toute part par la critique contemporaine) et ensuite de pouvoir proposer un jour des options réelles de sortie de la crise.

Encombrer la culture économique de telles utopies chimériques nuit fortement à son orientation responsable vers d'éventuels projets civilisateurs.

Quant à ce travail étudiant sur le thème, il présente un réel intérêt ... anthropologique quant à la mise à plat de la cruelle absence générale de considérations scientifiques au cœur de ces diverses démarches et théories économiques.

Ces approches s'égareront inévitablement en considérations de comptabilité statique aussi pédantes qu'inadéquates mais sidèrent surtout par leur évidente absence de considérations systémiques d'envergure, pourtant fondamentales dans un tel registre, lequel concerne les fondements sociétaux, considérations systémiques restant évidemment difficilement accessibles à ces bricolages comptables sommaires. La schizophrénie comptable dans toute sa splendeur !

Ceci dit, ce travail assez appliqué et bien ficelé présente bien un grand intérêt quant à l'audit (plutôt anthropologique donc) concernant les dérives superstitieuses d'une économie contemporaine située à mille lieues de toute démarche scientifique sérieuse.

Partie 2

Il faudrait déjà commencer par se poser la question des effets multiples de la monnaie.

La monnaie n'est pas un instrument psychiquement (individuellement et collectivement) neutre et ne se résume pas à un simple instrument mécanique d'économie comptable.

La monnaie reste d'abord globalement un catalyseur de l'activité économique productive surtout par le principe premier d'appât du gain (chez le travailleur, l'entrepreneur et le capitaliste ... bien que l'actionnaire gagne parfois plus aujourd'hui à détruire l'activité qu'à la créer, ce qui chatouille déjà ce beau principe utopique de pseudoscience).

Cet aspect réducteur (et discutable) fonde d'ailleurs les théories dogmatiques monétaristes et accessoirement l'idéologie du RdB, laquelle postule qu'injecter individuellement et mensuellement une quantité de monnaie (caractérisée tout aussi dogmatiquement comme suit : universelle, inconditionnelle et à vie) va régler non seulement tous les problèmes économiques, dont la pauvreté (alors qu'il est compréhensible qu'il ne s'agit en rien d'une protection contre l'endettement individuel), mais aussi tous les défis sociaux et sociétaux.

Cette crédulité s'inscrit dans le registre culturel primitif de la pensée magique. Face à un phénomène complexe et indéfinissable, l'esprit primitif se réfugie dans la concentration (schizoïde mais surtout anxiolytique, ce qui la justifie abusivement) sur un objet simpliste investi alors de pouvoirs magiques, dont la portée n'est pas prioritairement de régler le problème (ce dont il est rigoureusement incapable) mais surtout de dissiper l'angoisse générée par cette présentation insondable du problème et l'absence de solution simple.

Cette réapparition récurrente de la pensée magique en période de crise est multimillénaire. Rien de neuf à l'Ouest.

Sans s'étendre sur le large éventail historique des ravages (individuels et collectifs ; les désastres écologiques consécutifs de l'exaltation consumériste associée à cet instrument n'en constituent qu'un triste exemple) occasionnés par l'usage dogmatique d'un grigri aussi simpliste que la monnaie, on peut ici se contenter d'en présenter sommairement la prévisibilité par un exemple didactique.

Face à une carence économique dans la satisfaction des besoins vitaux, la stimulation économique par la monnaie permet parfois d'atteindre une activité salubre. C'est ainsi que des études statistiques notent une corrélation positive entre le PIB (mesure surtout de la monnaie en circulation associée à une évaluation subjective et culturelle du prix plutôt que dans la création réelle de valeur au sens large, toute valeur existentielle n'étant pas corrélable à un montant monétaire), jusqu'à un certain niveau, et une certaine satisfaction des besoins élémentaires. On devine alors que la monnaie puisse répondre jusque-là à une certaine efficacité apparente de l'artifice magique.

On comprend aussi, selon un regard strictement quantitatif, que la marchandisation de tout, même sans accroître la valeur intrinsèque des biens va simplement en augmenter la comptabilité et donc doper artificiellement le décompte du PIB, lequel ne mesurera donc pas la valeur elle-même mais seulement sa traduction chiffrée.

Même une approche topique réductrice comme la ridicule pyramide de Maslow (relevant autant de la pseudoscience que les théories monétaires) laisse deviner qu'après la satisfaction des besoins élémentaires vont apparaître de nouvelles tendances psychiques relevant non plus du « besoin » et

de la nécessité mais du « désir » (les théories libérales entretiennent cette confusion naïve), lequel n'a pas de limite et mène inévitablement à la spirale de l'insatisfaction.

Le PIB ne mesurera dès lors plus le niveau de « satisfaction des besoins » mais le niveau « d'insatisfaction des désirs », devenant alors le moteur de l'économie libérale. Ce moteur de l'insatisfaction est ensuite ciblé et entretenu par le marketing.

La circulation de monnaie et le PIB ne sont maintenant plus seulement corrélés à la production de valeur mais surtout à l'activation généralisée de l'insatisfaction consumériste sans borne.

D'où l'incapacité évidente des politiques génératrices de PIB à offrir collectivement le bonheur (sans tenir compte d'autres facteurs comme par exemple le fait que le libéralisme développe des inégalités sociales lesquelles stimulent la convoitise, autre source de désirs insatisfaits).

On peut pourtant comprendre cet engouement religieux magique envers le libéralisme dans sa phase historique première de satisfaction des besoins élémentaires (comme lors d'une phase première dans les pays émergents, avant le contrecoup consumériste et d'autres dérives économiques, notamment dans le choix irresponsable des activités productives) mais il était dès le départ prévisible que le basculement libéral de la « satisfaction des besoins » vers « l'insatisfaction des désirs » n'allait pas constituer la voie royale vers le « bonheur » généralisé. Issue prévisible depuis des siècles (si Marx avait été un vrai philosophe, il l'aurait devinée plutôt que cette élucubration de grand soir). Devoir attendre l'effondrement du communisme et la globalisation libérale pour voir apparaître ce constat élémentaire au niveau de l'ONU (constat à la source de cette autre lubie de BNB) témoigne d'une dégradation culturelle progressive et consternante de l'intelligentsia planétaire depuis quelques siècles, dégradation symptomatique d'une orientation vers cette « ère de la quantité », pressentie par certains visionnaires.

Plus simplement, on devine qu'offrir un crédit d'achat, au-delà des besoins élémentaires de survie et dans une société actuelle baignant dans le marketing consumériste (les adeptes du RdB projetant même d'endoctriner la jeunesse, dès la naissance, à cette religion !!!), à un allocataire va faire naître à son imaginaire un éventail de possibilités consuméristes correspondant à ce généreux montant. Malheureusement, une seule de ces opportunités se réalisera. La satisfaction consécutive du désir lié à cet achat procurera un temporaire état d'apaisement voire de plaisir.

Mais les autres désirs non satisfaits resteront gravés dans l'imaginaire (ou dans l'inconscient) et ressurgiront après cette courte période de consommation satisfaisante consécutive à l'achat.

Problème : le crédit sera alors épuisé ... mais pas le désir !

Naît alors progressivement une situation de manque et de dépendance nécessitant l'attente du mois suivant.

Le marketing et l'organisme de crédit vont jouer sur cette dépendance et l'entretenir pour s'enrichir mais conjointement entraîner la dégradation existentielle de l'allocataire fragile (pour raisons diverses).

Si cette dépendance oriente plutôt l'allocataire vers une recherche d'activité rémunérée, cela participera alors aussi à la stimulation de l'activité nationale ... si la conjoncture le permet. La mesure du PIB mettra alors en évidence cet effet positif en masquant le reste.

Mais on remarque vite que si l'étude quantitative révèle plus facilement l'éventuel effet positif de cette injection de monnaie sur le PIB, a contrario, une étude qualitative met en évidence une dérive conjointe de l'activité humaine et de la société vers une logique de dépendance consumériste, radicalement opposée à tout projet sociétal civilisateur.

Ces bricolages comptables libéraux réfractaires à toute portée civilisatrice (sauf si l'on considère bizarrement la société américaine comme une « civilisation ») ont encore conservé, à grands coups de lavage de cervelle, une pertinence relative lors de la guerre froide mais ils montrent aujourd'hui leurs limites flagrantes.

La monnaie, a priori simple outil de comptabilité, efficace dans certaines applications ciblées, présente aussi de considérables dommages collatéraux, d'ordre plutôt qualitatif et non dévoilés par le réductionnisme comptable.

Jamais elle ne constituera la base d'une civilisation.

Les théories comptables réductrices, concernant le RdB en particulier ou le libéralisme dans son ensemble, ont fortement tendance à confondre utopie philosophique et fumisterie comptable.

Quand le prince abandonne le pouvoir à son trésorier, c'est le début de la fin.

Un comptable vient de se présenter aux présidentielles ... encore une bonne blague du temps des deniers !

Si les amusements de Marx relevaient de la pensée scientifique ou philosophique plutôt que de la croyance, cela se saurait.

Confondre aussi grossièrement besoins et désirs témoigne d'une prédisposition pour le moins incertaine à la philosophie.

Contrairement aux utopies naïves de Marx, il apparaît aujourd'hui, comme cela était prévisible, que l'abandon de l'économie à l'idéologie libérale et à cet outil grossier que constitue la monnaie ne mène nullement à cette chimère de « grand soir de satisfaction des besoins » mais à la « nuit sans fond de l'insatisfaction des désirs ».

Sacré Marx !

Pauvre économie que celle qui a besoin de calculer un BNB pour s'en convaincre !

Et la philo, dans tout ça ? Triste.

Encore désolé pour la tartine ...

Cordialement,
pascal

P.s.

Par ailleurs, l'habitude consumériste et l'embourgeoisement consécutif finissent par transformer en besoin ce qui n'était initialement qu'un désir.

Le libéralisme atteignant les limites de la croissance aboutit finalement non seulement au gouffre de l'insatisfaction des désirs mais aussi de celle de ces nouveaux besoins artificiels, à l'obsolescence organisée.

Le fait qu'un ado soit confronté (effectivement et non seulement subjectivement) au besoin d'un arsenal de gadgets numériques (à renouveler périodiquement) de la valeur monétaire d'un salaire pour ne pas être exclu de « son réseau d'amis » constitue-t-il un progrès sociétal ?

Voici le bel horizon proposé par le RdB (universel donc dès la naissance) et la monétarisation de tout.

Grand soir ou grande nuit ?

Partie 3

La cynique instrumentalisation de la « pauvreté » à finalité de prosélytisme religieux mais aussi idéologique ou impérialiste au sens large apparaît aujourd'hui comme une technique multiséculaire. Dès le 15^{ème} siècle, fut décrété arbitrairement la « pauvreté » culturelle et religieuse hors chrétienté afin de justifier « très éthiquement » l'envoi de missionnaires, suivis moins éthiquement par une colonisation massive à l'échelle planétaire et une appropriation des ressources locales et de la force de travail humaine pour enrichir les métropoles.

La pauvreté grandissante des victimes du libéralisme outrancier actuel sert aujourd'hui le même cynisme mais à finalité de prosélytisme idéologique politico-économique (l'idéologie monétaire). Cette dérive actuelle est d'autant plus sournoise qu'elle tente de promouvoir indirectement l'idéologie responsable, à la base, des graves inégalités sociales à la source de cette pauvreté elle-même. Un comble.

Le problème de la pauvreté actuelle se traduit d'abord en insatisfaction de « besoins de base » et non en manque de « revenu de base », cette dernière interprétation fallacieuse relevant de l'idéologie politico-économique libérale et non d'une sociologie objective, libre de tout dogmatisme.

Au niveau international, la propagande de cette idéologie brandira les quelques effets positifs quantitatifs (mesurés par certains indices réducteurs) de la première phase candide de certains pays émergents ayant réussi à se faire une place dans la pyramide capitaliste planétaire (à des échelons secondaires).

Elle éludera tous les ravages d'ordre qualitatif, comme la monstrueuse disparition progressive de la richesse culturelle planétaire au profit d'une uniformisation consumériste, aubaine pour le grand capital.

Elle éludera le fait que la hausse de ces indices se paie cash en destruction écologique locale et en dangereuse dépendance envers la spéculation capitaliste, source de fragilité économique nationale. Cette hausse artificielle des indices ne peut être par ailleurs que temporaire.

Elle éludera les innombrables pays (du Sud) laissés pour compte qui sont entrés dans la pyramide capitaliste par le bas, sans aucune chance d'amélioration de leur sort ... sinon une sortie (devenue alors aléatoire) du système. Ces pays ont été intégrés de force dans ce piège mortel par des politiques monétaristes criminelles. Ce forcing monétariste de dupes ne visait évidemment pas à établir une nouvelle concurrence effective face aux pays du haut de la pyramide mais à vassaliser des régions riches en ressources naturelles. Ce piège monétaire a ruiné ces régions en termes de richesses naturelles et culturelles mais les a conjointement couvertes de dettes. Voilà tout ce que la monnaie leur a apporté !

Qui serait aujourd'hui encore assez naïf pour croire que la monnaie serait la panacée à tous nos maux ? D'autant plus que les monstrueuses et croissantes inégalités à la source de nos problèmes sociaux locaux sont précisément le résultat de politiques monétaires, non seulement souvent absurdes en termes mathématiques (voir la critique de Steve Keen) mais surtout magistralement aveugles aux divers aspects qualitatifs de l'existence.

Le problème de la pauvreté nécessite des politiques sociales responsables et non une couche monétariste supplémentaire, comme ce grossier piège capitaliste du revenu de base.

Cet artifice monétaire ne ferait d'abord qu'enfoncer le clou de l'endoctrinement consumériste et plus largement libéral en plaçant abusivement la monnaie comme fondement de la citoyenneté dès la naissance puis comme fondement idéologique des rapports sociaux et de la solidarité elle-même. La solidarité authentique se fonde sur une relation interpersonnelle et non sur une carte de crédit, accordée de manière mécanique et impersonnelle par une institution orwellienne se déchargeant ainsi de toute forme d'empathie, de toute considération humaine, envers ses citoyens devenus désormais de simples objets de comptabilité.

Un économiste ne comprenant pas cette évidence présenterait de graves symptômes de « schizophrénie comptable ».

Evidemment, cela « aseptiserait libéralement le métro » de la présence bourgeoisement dérangeante de la pauvreté pour enfermer les exclus du capitalisme dans des prisons de solitude, sous injection anxiolytique et soporifique mensuelle d'un RdB. Effet soporifique étouffant aussi « à la base » (comme le dit si bien cette expression de RdB) tout ferment de révolte citoyenne susceptible de remettre en question les flagrantes inégalités sociales consécutives du capitalisme. Ecrasement progressif de la classe moyenne dans la joie. Le RdB servirait alors de mécanisme d'ingénierie sociale libérale pour non seulement poser sur le capitalisme un vernis de bonne conscience en effaçant publiquement tout reflet de la misère humaine (comme la trop visible pauvreté économique) mais surtout pérenniserait ce système radicalement inégalitaire en prenant une prudente distance vis-à-vis du point d'explosion sociale ... après avoir de surplus sapé par cet anxiolytique social tout levier de l'action syndicale.

Ce bricolage monétaire permettrait à l'Etat de se laver les mains de toute responsabilité sociale, comme le bourgeois qui entretient sa bonne conscience en jetant une pièce au mendiant.

La garantie d'une allocation à vie à l'ensemble de la population constituerait dans un premier temps une aubaine inespérée (possibilité de crédit sur 30 ans pour tout citoyen = environ 10 fois le PIB !) pour les banques et organismes de crédit (sombtant actuellement dans la spirale des taux négatifs suite à la crise et la disparition des CDI) ; ils se feraient une joie d'endetter massivement les citoyens et indirectement l'Etat pour relancer la machine du crédit. Cela ferait flamber les taux de crédit et les prix (immobilier, consommation), enrichirait les banques et le grand capital et entraînerait la nation dans le gouffre définitif de l'endettement.

Le dogmatisme monétariste y verrait ainsi la possible relance (toute temporaire) de l'économie par « l'effet multiplicateur » magique, lequel ne fonctionne que dans la théorie comme l'ont prouvé ses échecs répétés.

En effet, une partie importante de cette injection sortirait de l'économie nationale. Une bonne part vers la Silicon Valley (qui rappelons-le ne se situe pas dans le Vercors) et le marché du numérique importé (made in Japan, USA, China, ...).

La classe moyenne, les petites entreprises et autres entrepreneurs individuels devraient supporter la charge du financement du RdB et chercheraient par tous les moyens (comme cela se vérifie systématiquement en réaction à toute politique coercitive) à éluder la taxation. Les petits entrepreneurs (surtout du numérique où c'est facile) délocaliseraient leurs sociétés ou le siège légal de leur activité ou développeraient d'autres techniques d'évitement de la taxation. Les multinationales disposent déjà de toutes les combines pour présenter un bilan nul. La classe moyenne salariée se retrouverait alors seule à terme à supporter la charge (d'un revenu étendu à toute la population !) et serait écrasée progressivement vers la limite du niveau de pauvreté.

Le robinet ouvert sur la fuite monétaire (extérieure à l'économie nationale) viderait progressivement le bassin financier national duquel émergerait seule une classe surbourgeoise et où sombrerait au fil des ans une classe moyenne quasi-paupérisée ne parvenant plus à supporter à elle seule le RdB. Faillite nationale !

Voilà le genre de gravissimes dangers systémiques pendus comme une épée de Damoclès sur l'avenir national par des élucubrations naïves de grigris de religion magique comme l'artifice monétaire du revenu de base, dangers systémiques que ne peuvent mettre en évidence les récurrents bricolages comptables théoriques ou les expérimentations sommaires comme celles proposées récemment par les sénateurs.

Le problème de la pauvreté doit interpeller la responsabilité politique et citoyenne et engager un profond débat orienté vers des solutions relevant de la sociologie au plan théorique et de l'empathie et de la solidarité interpersonnelles au plan pratique.

Il est impératif d'empêcher les multiples gourous du libéralisme (MFRB, etc.) de pourrir le débat national par leur propagande obstinée (et leur lobbying devant le Sénat ou dans les coulisses politiques) et surtout d'instrumentaliser cyniquement dans les médias cette pauvreté (résultat du libéralisme lui-même) pour alimenter leur propagande capitaliste et faire la promotion des dangereuses dérives idéologiques monétaristes comme l'artifice religieux magique du revenu de base.

Merci.
Cordialement,
pascal